capables de se suffire à eux-mêmes. Les volontaires ont recours à des organismes d'État, à des groupements communautaires, pour fournir du travail et une formation aux intéressés. Souvent même la Compagnie crée des occupations nouvelles pour supprimer le besoin d'allocations sociales et offrir un travail productif. Voilà ce que font ces volontaires.

• (9.20 p.m.)

Je m'oppose vigoureusement à voir le gouvernement qui, en premier lieu, a créé et les volontaires et leur organisation, les escamoter, les traiter de tous les noms et les abandonner. J'estime que le gouvernement actuel a fort mal agi envers les jeunes de notre pays. Il s'est laissé influencer par les récriminations et les inquiétudes qu'ont suscitées certains des projets de la Compagnie. Il ne me plaît pas de voir gaspiller les deniers publics, comme cela s'est indiscutablement produit dans le cas de certains programmes. A ce que j'ai compris, on pourrait, en nommant un contrôleur, récupérer environ \$900,000. Je sais que c'est là une somme importante que les contribuables ne voudraient pas voir gaspiller, mais il y a bien les 27 millions qu'on va dépenser sans sourciller pour construire un pentagone canadien dont nous avons besoin autant qu'un chat a besoin de deux queues. Nous sommes pourtant prêts à faire passer cela avant bien d'autres besoins urgents du pays, au lieu de nous occuper du sort des bénéficiaires des pensions de vieillesse qui devront, cet hiver, se contenter de pain et de thé parce que nous n'avons pas les fonds nécessaires pour augmenter leurs prestations, au lieu de pallier les difficultés auxquelles font face les fonctionnaires à la retraite. Qu'est-ce qui nous prend de bâtir un pentagone de 27 millions? C'est certainement un gaspillage d'argent à côté duquel les peccadilles de la CJC sont plutôt anodines. C'est là-dessus que nous devrions poser des questions.

Je ne peux résister à la tentation de signaler que le ministère auquel je m'intéresse le plus, le ministère de la Consommation et des Corporations, a un budget de \$100,000 pour un conseil consultatif des consommateurs qui jusqu'ici n'a pas été capable de donner tellement de conseils ou d'aide aux consommateurs, pour autant qu'on puisse voir. On vote environ \$600,000 pour une Commission des prix et des revenus qui, jusqu'ici, a demandé timidement à la population de bien vouloir se serrer la ceinture, de ne pas demander d'augmentations de salaires plus élevés et de ne pas relever les prix des marchandises. Ce sont là des choses qu'on devrait certainement exami-

ner quant on étudie l'emploi des deniers publics et qu'on cherche où l'on pourrait rogner sur le superflu.

Je pourrais citer d'autres exemples. Cependant, je ne demande pas que l'on ferme les yeux sur les erreurs de la CJC ou que ses méfaits soient ignorés, je demande simplement que l'on considère le problème dans son ensemble. Nous ne pouvons dire que nous allons liquider la CJC car nous ne pouvons liquider les jeunes de ce pays. Nous devons soit canaliser leurs énergies vers une nouvelle action sociale d'avant-garde selon des normes convenables, soit les amener à se sentir frustrés et à se comporter d'une façon encore bien plus déplaisante pour nous que certaines des activités actuelles de certains des jeunes volontaires.

A mon avis, ce que le gouvernement devrait faire à ce stade, c'est tout d'abord, avant que ce bill soit adopté, nous faire dire, par le ministre en cause, ce qu'il a l'intention de faire pour les jeunes afin de permettre aux jeunes de faire œuvre utile dans le domaine du travail social et leur assurer ainsi un exutoire salubre pour le trop-plein de leur énergie et de leur esprit d'initiative. En second lieu, il faudrait repenser le bill à l'étude afin d'établir un certain contrôle sur les fonds de la Compagnie pour la protection des contribuables, tout en lui laissant ses programmes.

Le gouvernement devrait aussi comprendre que ces jeunes volontaires ne sont plus des enfants d'école qu'il faut moucher et qu'il faut toujours suivre pas à pas en les tenant par la main. Les jeunes n'aiment pas travailler de cette façon, mais ils réagissent bien si on leur laisse un peu d'initiative. C'est parce que le gouvernement ne leur a laissé aucune marge d'initiative qu'ils se sont mis les pieds dans le plat et ont prêté le flanc aux critiques qui se sont élevées à Montréal, à Toronto et ailleurs. Voilà ce qu'il faut dire aujourd'hui.

Le SUCO nous donne un bel exemple de ce que l'on peut attendre des jeunes. Créé dans des conditions satisfaisantes, il exige des jeunes un certain sens des responsabilités. Comme l'a signalé le député de Simcoe-Nord, son champ d'activité et ses attributions sont pertinents. Et c'est pourquoi les volontaires du SUCO, partout où ils œuvrent, font honneur au Canada. Il est temps que nous redressions la CJC pour qu'elle puisse, à son tour, faire honneur au Canada partout au pays, comme le SUCO à l'étranger.

Je souhaiterais que le gouvernement présente un amendement qui nous permettra d'adopter ce bill et je serais heureuse de savoir ce que le gouvernement entend entreprendre à long terme quant à la sphère d'activité dans laquelle avait dû œuvrer jusqu'ici la CJC,